

Texte ayant servi à Catherine Nave-Bekhti pour l'exposé de présentation de la conférence de presse. Seul le prononcé fait foi (voir la vidéo dans le corps de l'article).

Bonjour à toutes et tous,

Le Sgen-CFDT a fait le choix d'une conférence de presse après que tous les personnels de l'Education nationale et les élèves ont fait leur rentrée.

Nous avons ainsi des témoignages et analyses de la rentrée de nos adhérentes et adhérents.

Si la rentrée se passe globalement bien, c'est grâce à l'implication de tous les agents depuis plusieurs mois et tout particulièrement ces dernières semaines. Il y a cependant des alertes dans le second degré :

- il manque parfois de moyens pour ouvrir suffisamment de groupes de spécialités, ce qui aboutit à des groupes surchargés à certains endroits, ou à restreindre de fait le choix des élèves,
- l'équipement numérique des établissements n'est pas toujours à la hauteur des attentes pour les enseignements SNT et NSI,
- des collègues de lycée, parfois nombreux et nombreuses, refusent la mission de professeur principal par contestation de la politique éducative ou de ses conditions de mise en oeuvre, mais aussi parce que cette mission se complexifie et se retrouve remise en question avec l'éclatement du groupe de référence traditionnel qu'est la classe, tandis que la reconnaissance en temps et en rémunération n'est pas à la hauteur des enjeux,
- en LP la réglementation sur les heures complémentaires et la concertation en vue de la coanimation n'ont pas été respectées partout,
- les incertitudes sur le devenir du réseau des CIO et sur la place des PsyEN dans l'orientation inquiètent à juste titre les PsyEN, mais aussi avec eux, les administratifs, et les autres personnels impliqués dans l'accompagnement à l'orientation et le suivi des élèves décrocheurs.

Dans le premier degré :

- il a été plus difficile que d'autres années de pourvoir tous les postes de direction d'école, le coup d'arrêt donné à l'agenda social sur la question de la direction d'école, l'absence de perspective pour les directeurs et directrices sur leur temps de travail expliquent en grande partie le manque d'attractivité de la mission,
- le déploiement des dédoublements pose toujours des difficultés dans les départements qui ont de nombreux REP et REP+, dans les communes qui peinent à financer l'aménagement ou la construction de locaux,
- beaucoup de collègues restent critiques, à raison sur les évaluations nationales standardisées.

Depuis le début de l'été, le ministre de l'Éducation nationale affirme une posture nouvelle : il insiste sur le dialogue social, parle davantage de rémunération et de conditions de travail. Il prend sa part dans la mise en oeuvre de l'acte II du quinquennat d'Emmanuel Macron. Concrètement, il a rencontré les organisations syndicales représentatives dont le Sgen-CFDT avant la rentrée scolaire, ce qui n'était pas le cas les années précédentes. Le Sgen CFDT en prend acte, et nous saluons la mise en place de comités de suivi des réformes du lycée, de la voie professionnelle et de la formation initiale. C'est tardif, nous en avons fait la proposition de longue date. Nous l'avons exprimé tôt : la réforme du lycée, préparée dans la précipitation comporte des incohérences, elle doit être amendée pour que les personnels puissent travailler plus sereinement.

Nous prenons acte du changement de posture, et nous saluons la création de comités de suivi, mais ce n'est pas un blanc seing que nous donnons au ministre. Nous attendons de voir ce qu'il sera possible d'obtenir dans ce cadre renouvelé pour les agents. Car ce que nos collègues attendent c'est du concret.

Sur la question des rémunérations, nous avons toujours dit que la mise en oeuvre de l'accord PPCR n'épuisait pas nos revendications salariales. D'autant que le décrochage de la rémunération et du pouvoir d'achat des agents est incontestable, les travaux bientôt publiés de Bernard Schwengler et dont vous trouverez quelques données dans le dossier de presse en fait de nouveau la démonstration. Dès l'automne dernier, le Sgen-CFDT avait interrogé le DGRH sur l'impact du projet de réforme des retraites en matière de rémunération non seulement des enseignants mais de tous les personnels ayant peu de primes à intégrer au calcul de leur pension. En décembre nous abordions le sujet avec le ministre et plus globalement des mesures à prendre pour le pouvoir d'achat des agents. Nous avons rassemblé des propositions de court et moyen termes, d'ampleur variable et concernant tous les personnels dans un courrier adressé au ministre en janvier. Il était donc grand temps que le Gouvernement et le ministre de l'EN s'emparent de ce sujet. Nous avons entendu les paroles réitérées du président de la République, du Premier ministre et du ministre sur la revalorisation des enseignantes et enseignants en lien avec la réforme des retraites. Le Sgen-CFDT sur ce dossier ne jouera pas une partition défaitiste mais sera à l'offensive pour obtenir une meilleure rémunération pour toutes et tous tout au long de la carrière et conserver le niveau des pensions servie. Non seulement nous rappellerons la nécessité de travailler sur la rémunération de tous les personnels, mais aussi le fait que la reconnaissance qu'attendent les personnels ne se paie pas de mots. La revalorisation annoncée doit à la fois accompagner la réforme des retraites pour la rendre acceptable et soutenable, améliorer l'attractivité des carrières à l'Education nationale, sans perdre de vue l'objectif de l'égalité professionnelle entre femmes et hommes.

Il faudra des mesures tangibles. Tous les personnels sont concernés car l'Éducation nationale peine à recruter et garder non seulement des enseignants mais aussi des médecins scolaires et des administratifs. Tous les personnels sont concernés car sans travail plus poussé sur l'égalité professionnelle, intégrer les primes au calcul des retraites, c'est intégrer la part de rémunération la plus inégalitaire. La reconnaissance ne se paiera pas de mots car les agents savent ce que la réussite de la rentrée doit à leur travail dans des conditions parfois difficile et notamment du fait d'une intensification du travail.

Les agents attendent des mesures tangibles car ils se sentent peu reconnus sous le coup de discours qui déprécient leur travail. La confiance est émuée par un pilotage injonctif qui fait peu de cas de l'expertise professionnelle, par des missions nouvelles sans contrepartie comme les évaluations nationales par exemple. La confiance est émuée quand le gouvernement annonce des mesures pour l'école inclusive (conditions d'emploi des AESH et prise en compte des élèves relevant de dispositifs d'inclusion dans les effectifs scolaires) qui restent lettre morte dans de nombreux territoires.

C'est une sorte de plan Marshall dont l'Education nationale a besoin

- pour mener de front dans de bonnes conditions toutes les réformes engagées, pour relever le défi de la réforme de la formation initiale et de l'amélioration de l'attractivité des différents métiers,
- et pour que les annonces en matière de rémunération, d'amélioration des conditions de travail ne soient pas que des paroles mais aussi des mesures tangibles qui améliorent le quotidien des personnels.

Je suis à votre disposition avec Alexis Torchet, secrétaire national en charge des politiques d'éducation et de formation et chef de file au CSE, et Pierre-Marie Rochard, secrétaire

nationale en charge de la politique des personnels et membre des délégations CFTD fonctions publiques, pour répondre à vos questions. Dans la salle avec nous, Annie Catelas secrétaire nationale notamment en charge du premier degré et de l'inclusion scolaire, Françoise Lambert secrétaire nationale en charge notamment de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'articulation entre le bac -3 et le bac +3,, et Vincent Bernaud secrétaire national notamment en charge de l'orientation sont aussi à votre disposition.